

ANALYSE Le drame humanitaire des réfugiés résulte de calculs politiques.

Vider la Syrie, l'arme stratégique du régime de Bachar al-Assad

PROPOS RECUEILLIS PAR
SARA SAHLI

Cinq ans de guerre en Syrie ont causé une crise humanitaire sans précédent. La moitié de la population syrienne est désormais déplacée et presque un quart a quitté le pays. Alors que l'Europe prend la mesure du drame de l'exil de ces réfugiés, l'issue du conflit semble de plus en plus incertaine.

Antoine Basbous, politologue, auteur du «Tsunami arabe» et directeur de l'Observatoire des pays arabes à Paris livre son analyse depuis le sultanat d'Oman.

Le débat sur l'accueil des réfugiés fait rage en Europe. Comment cette crise est-elle perçue dans les pays du Golfe?

Les réfugiés syriens ne sont pas leur priorité. Les pays de la péninsule arabique se sentent surtout concernés par la crise yéménite à leur porte.

Les chaînes satellitaires de la région, notamment la qatarie, ont envoyé leurs journalistes aux quatre coins de l'Europe, surtout pour rendre compte de ce qui ne va pas et pour détourner l'attention de ces pays, qui n'ont pas accueilli beaucoup de réfugiés syriens.

Comment expliquez-vous que ces pétromonarchies ferment leur territoire aux réfugiés, alors que le Liban, la Jordanie et la Turquie en abritent plus de 4 millions?

Ces Etats préfèrent financer des camps de réfugiés en Jordanie et dans les pays voisins qu'ouvrir leur territoire aux réfugiés. Ce n'est pas un problème de capacités, c'est plutôt un choix politique. Il ya des craintes sécuritaires mais pas seulement.

L'Arabie saoudite et les autres monarchies du Golfe préfèrent employer des millions d'Asiatiques qui ne sont pas arabophones et qui ne risquent pas d'être confondus avec des Arabes. Ils craignent que la population syrienne s'assimile à la leur et préte un jour à la citoyenneté.

D'ailleurs, les quelques dizaines de milliers de réfugiés syriens en Arabie saoudite n'ont pas de statut légal, ne peuvent travailler et

« L'Occident a agi comme un mollusque en refusant d'aider les opposants d'Assad. »



ANTOINE
BASBOUS
DIRECTEUR
DE L'OBSERVATOIRE
DES PAYS ARABES

sont simplement tolérés. Au lieu de mettre leurs actes en conformité avec leur discours, ils agissent de manière frileuse, alors qu'ils ont plus que les autres le

devoir moral d'accueillir leurs «frères» persécutés.

Sur le plan diplomatique, Oman se distingue des autres pays de la péninsule arabique.

Oman a joué le rôle de facilitateur dans les péripéties de l'accord irano-occidental en accueillant des réunions secrètes entre Américains et Iraniens, et c'est aussi le seul état arabe qui ait reçu le ministre syrien des Affaires étrangères.

Mais son diagnostic de la crise syrienne ne semble pas réaliste. Réhabiliter Assad, alors qu'il se trouve aux abois, est complètement illusoire. Mascate héberge aussi les négociations entre les différents belligères au Yémen, sous l'égide de l'ONU.

Quelle est la réalité de Bachar al-Assad aujourd'hui ?

Elle n'est plus celle d'un dirigeant d'un Etat, mais d'un petit chef de milice confessionnelle, embrigadé par Téhéran et proté-

gé par lui. Même si toute l'armée russe venait appuyer son armée, Assad ne peut espérer que le maintien de ses positions en pays alaouite. L'Iran et la Russie veulent un «alaoouistan» élargi, intégrant les villes de Damas et Homs et qui s'étendrait ainsi jusqu'à la Bekaa libanaise, fief du Hezbollah.

Se dirige-t-on vers une partition de la Syrie ?

Elle est gravée déjà sur le terrain. Le Kurdistan syrien est aux deux-tiers réalisé. Cent ans après les accords de Sykes-Picot, qui ont dessiné en 1916 le Moyen-Orient que nous connaissons, de nouvelles frontières voient le jour.

La partition de la Syrie n'est pas un scénario, elle s'est faite dans le sang à travers un véritable nettoyage ethnique et confessionnel. Dans ce sens, chasser sa population sunnite hors de Syrie représente une arme stratégique pour Bachar al-Assad. Cette crise

résulte de sinistres calculs de rééquilibrage démographique.

Donc le drame des réfugiés que l'on connaît aujourd'hui serait le résultat d'un jeu stratégique ?

Oui, Assad veut alléger le poids démographique des sunnites en Syrie. Il entend ainsi renforcer la masse des alaouites minoritaires par rapport à la population totale et faciliter la création de son «alaoouistan». De même, les djihadistes opèrent une «purification religieuse» à l'encontre des minorités sur les territoires qu'ils contrôlent.

En Europe, on ne regarde cette crise qu'avec le registre de l'émotion. Or il y a une dimension stratégique chez les acteurs qui ont fabriqué ces migrants.

En Turquie, les passeurs agissent désormais près des postes de police, affichent leur numéro de mobile turc et les prix sur les réseaux sociaux... Erdogan envoie ainsi un message aux Occidentaux qui n'ont pas accepté la zone

d'exclusion pour les réfugiés à la frontière syrienne et qui ont refusé de combattre Assad. Il leur fait payer l'addition de leur renoncement en ouvrant les vannes.

Quelle responsabilité portent l'Europe et les Etats-Unis dans cette crise ?

L'Occident a agi comme un mollusque en refusant d'aider sérieusement les opposants d'Assad. Il aurait fallu soutenir les révolutionnaires qui ne voulaient pas un Etat islamique, mais un Etat avec des droits civiques.

Assad n'a pas voulu réformer comme l'ont fait les monarches d'Oman, du Maroc et de Jordanie. Il a pris le parti de tirer sur les civils et de «djihadiser» la contestation pour l'assimiler à des terroristes à éliminer. Daech en est un résultat. Et nous avons laissé faire.

Les débats tournent autour d'une intervention contre Daech: Vladimir Poutine va exposer aujourd'hui au Conseil de sécurité de l'ONU son idée d'une coalition internationale induisant la Chine et l'Iran.

Il y a peu de chance qu'une telle coalition voit le jour. Et combattre seulement Daech ne suffira pas à résoudre le problème. Cette crise migratoire est le fait de la guerre qui dévaste la Syrie depuis 2011. Daech, qui a fait son apparition en 2014, n'y a pas d'avenir, puisqu'il existe d'autres offres sunnites, contrairement à l'Irak.

La solution serait plutôt à trouver du côté d'une accélération de la partition de la Syrie et de l'Irak, à travers une reconnaissance de jure des «faits accomplis» sur le terrain. Dans la mesure où on accède cette partition, avec la création d'un «sunnistan non djihadiste» en Syrie sous la tutelle de la Jordanie et de la Turquie, compatible avec les valeurs internationales, aux côtés de «l'Alaoouistan» et du Kurdistan, on réduira le flot de sang qui coule et la capacité de nuisance d'Assad et de Daech.

Cette opération peut être qualifiée par les diplomates de «fédération ou confédération» syrienne pour sauver les apparences. ○

GRÈCE Pas d'alliance gauche-droite

L'ex-premier ministre grec Alexis Tsipras a opposé, hier, lundi une fin de non-recevoir à la proposition de son adversaire de droite Vangelis Meimarakis de former une grande coalition à l'issue des législatives de dimanche. Leurs partis sont donnés au coude-à-coude. Le chef de file des conservateurs avait estimé que les électeurs étaient en quête de stabilité et qu'ils l'obtiendraient si la Nouvelle Démocratie (droite) et Syriza (gauche radicale) travaillaient ensemble. ○ ATS

UKRAINE L'UE prolonge de six mois sa «liste noire»

L'Union européenne a décidé hier de prolonger de six mois, jusqu'au 15 mars 2016, les sanctions décrétées contre des personnalités russes et des chefs rebelles de l'est de l'Ukraine pour leur implication dans le conflit. Ces sanctions arrivaient à expiration le 15 septembre. Elles visent 149 personnes et 37 entités, privées de visa pour l'UE et dont les avoirs ont été gelés. Le conflit a fait plus de 6800 morts en seize mois. ○ ATS

AFGHANISTAN Commando taliban sur une prison

Un commando taliban a attaqué tôt hier une prison de la province de Ghazni, dans l'est de l'Afghanistan. Il a libéré plusieurs centaines de détenus, ont annoncé les autorités. Leur libération a été possible grâce à un tunnel d'un kilomètre creusé pendant des mois. Les combattants présumés ont été libérés grâce à un tunnel «d'un kilomètre» creusé pendant des mois pour faciliter cette évasion spectaculaire. ○ ATS

«VALLEY FIRE» La Californie subit l'incendie le plus destructeur de l'été

Plusieurs centaines de constructions ont été détruites dimanche par un feu de forêt dans le nord de la Californie, où près de 20 000 personnes ont dû être évacuées, selon les pompiers. L'incendie, baptisé Valley Fire, est désormais le plus destructeur de tout l'été. En raison de la sécheresse qui sévit depuis quatre ans, le foyer progresse à une telle vitesse que les autorités parlent d'un

«comportement sans précédent». Jerry Brown, gouverneur de Californie, a décrété l'état d'urgence dans les zones sinistrées. L'incendie Valley Fire a fait partir en fumée 20 200 hectares depuis samedi dans le comté de Lake, à 80 km de Sacramento. ○ ATS

VIRUS Ebola tue à nouveau en Sierra Leone

Un nouveau cas d'Ebola, une adolescente de 16 ans décédée dimanche, a été découvert dans le nord de la Sierra Leone. Il est sans relation avec un foyer de contamination situé dans une province voisine, ont annoncé les autorités sanitaires. Testée positive au virus, elle est décédée dans le centre de l'International Medical Corps à Bombali. Le dernier cas enregistré dans cette province remontait à près de six mois. ○ ATS